



Pourquoi les élu-e-s CGT ne participent pas au CTL « suppressions d'emplois » à la DRFIP35 le 14 décembre 2016

La DGFIP perdra de nouveau 1 800 emplois au 1^{er} janvier 2017, soit près de 60 % des suppressions d'emplois de la Fonction publique, alors même que nous représentons à peine plus de 5 % de l'ensemble des emplois. C'est une véritable destruction de la DGFIP !

Avec encore 44 emplois de catégorie B et C supprimés au 1^{er} septembre 2017, notre direction est lourdement impactée.

C'est une véritable hécatombe pour tous les services (cf [le tableau des suppressions sur notre site internet](#)) !

De nombreux services sont déjà au bord de la rupture : notamment des SIE, SIP, SPF, trésoreries en grandes difficultés sont concernés, au détriment des agents et du service public.

Moins d'emplois B et C, c'est plus de travail par agent, toutes catégories confondues. C'est moins de qualité dans l'exécution des missions, moins de réponse aux usagers, plus d'attente aux guichets.

Déjà, les conditions de travail sont dramatiquement dégradées, elles ne pourront que s'aggraver encore plus, avec des risques accrus pour la santé physique et morale des agents.

Déjà, la qualité du service public est insuffisante pour répondre aux besoins des usagers, elle sera encore plus en recul.

Il faut mettre un terme à cette politique mortifère pour notre administration en arrêtant les suppressions d'emplois et en créant au contraire les emplois nécessaires à un bon service public et de bonnes conditions de travail.

Le secrétaire d'État chargé du Budget et des Comptes publics Christian ECKERT était à Rennes vendredi dernier pour faire la promotion du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, source de dégradation future de nos conditions de travail et de recul du service public.

Concernant la mise en place du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, il a confirmé que ce nouveau dispositif allait générer du travail en plus pour les agents et a précisé que des formations étaient prévues. Pourquoi alors supprimer 16 emplois dans les SIP et SIE du département alors que cette tâche va se rajouter au reste ?

Nous l'avons aussi interpellé sur sa responsabilité politique des suppressions d'emplois et donc de la dégradation de nos conditions de travail et lui avons demandé des mesures immédiates d'amélioration pour les agents et le service public, notamment à la DRFIP 35.

Sa seule réponse a été que « d'autres » proposaient la suppression de 500 000 fonctionnaires...

À notre proposition de venir en discuter avec les agents, il a répondu par la négative.

À noter que, la veille de sa venue, la direction locale nous avait informé que M ECKERT acceptait finalement de nous recevoir mais à condition qu'aucune perturbation ne se produise. Autrement dit, il aurait fallu que l'on renonce aux rassemblements devant Ouest-France et Magenta. Nous n'avons pas accepté ce chantage.

A la DRFIP 35, notre directeur local se retranche derrière la démocratie parlementaire pour justifier les 44 suppressions de B et C à la DRFIP 35 et la révolution numérique.

Cette réponse ne peut satisfaire les agents qui sont victimes du manque de plus en plus criant d'effectifs, de l'empilement des restructurations, de l'impossibilité d'exercer un travail de qualité, de souffrance et de mal-être.

Le service public est aussi victime de cette politique.

Pour toutes ces raisons, les représentants de la CGT ne siégeront pas au CTL « suppressions d'emplois » du 14 décembre, une instance où la mascarade tient lieu de dialogue social.

Rennes, le 13 décembre 2016